

[Text]

\$50 billion U.S. more potential business in the government procurement chapter than there was in the Canada-U.S. FTA.

We have such access to the Army Corp of Engineers, which last year procured \$8.9 billion worth of goods and services that were above the threshold that we negotiated in the NAFTA. Here is an example where we have improved significantly our government procurement access to the United States through the process of the NAFTA negotiations.

Senator Bolduc: NAFTA is not enacted; it is before Congress. Some people here say, "Well, if it is not in the bank in the U.S., why hurry in Canada to approve it? If there are some side deals that are related in one way or another to the main deal, we may put our cards on the table. What do you say about that?"

Mr. Clark: This was a question on which ministers asked the advice of officials. We had to ask hard, no-nonsense, clear-eyed questions. The answers are pretty clear and no-nonsense as well. It in no way would improve the Canadian negotiating leverage in the environment, labour and import surges negotiations to delay somehow the internal Canadian approval process for the NAFTA negotiations for one conspicuous reason but for a lot of subsidiary reasons.

The one overriding reason is that it would simply mean that we would be threatening, if you can properly use that word, to delay the implementation of an agreement the gains for which we requested inclusion in these negotiations and obtained very significant advantages for Canadians. We would be threatening to delay the implementation of an agreement that was in our interests and an agreement from which, for all the reasons we have discussed in this room this afternoon, we would not want to be excluded. It is not really a threat and would not give the Canadian negotiators any leverage.

The subsidiary reasons are just as important. When we began the negotiations of the labour and environmental agreements it was confirmed by all three countries — both publicly and privately — that the NAFTA would not be amended or changed in any way through the medium of these negotiations. That is the position of not only the Canadian government, but the U.S. and Mexican governments confirmed it many times over.

Second, we agreed that these negotiations, therefore, were additional to the NAFTA agreement. It is not a question where the NAFTA was somehow incomplete and needed topping up; the NAFTA negotiations are over. The NAFTA agreement was signed by the Prime Minister, the presidents of the United States and Mexico on December 17. The NAFTA is no longer open to negotiation or amendment. Therefore, these trilateral negotiations or side agreements are not related to the NAFTA

[Traduction]

marchés publics élargissent les marchés auxquels nous avons accès de 50 milliards de dollars américains par rapport à l'ALÉ.

Nous avons accès au *Army Corp of Engineers* qui, l'année dernière, a acheté pour 8,9 milliards de dollars de biens et de services dans le cadre de contrats au dessus du seuil que nous avons négocié. Voilà un exemple de cas où nous avons nettement amélioré notre accès au marché public des États-Unis grâce aux négociations sur l'ALÉNA.

Le sénateur Bolduc: L'ALÉNA n'est pas encore adopté; il est actuellement devant le Congrès. Certains Canadiens se demandent pourquoi nous devrions nous dépêcher de l'adopter étant donné que ce n'est pas encore chose faite aux États-Unis. Si nous voulons signer des accords parallèles qui se rapportent d'une façon ou d'une autre à l'accord principal, nous devrions peut-être mettre cartes sur table. Qu'en dites-vous?

M. Clark: C'est une question sur laquelle les ministres ont demandé conseil aux fonctionnaires. Nous avons dû poser certaines questions logiques et précises. Les réponses sont toutes aussi logiques et précises. Nous n'obtiendrions aucun avantage sur le plan de nos négociations concernant l'environnement, le travail et l'augmentation subite des importations, de retarder notre procédure d'approbation à un terme de l'ALÉNA et cela pour une raison évidente ainsi que pour toutes sortes de raisons secondaires.

La raison évidente est que nous risquerions de retarder la mise en oeuvre d'un accord auquel nous avons demandé à participer dans le but d'obtenir des avantages très importants pour les Canadiens. Nous risquerions de différer la mise en oeuvre d'un accord qui était dans notre intérêt et dont nous ne voudrions pas être exclus pour toutes les raisons dont nous avons discuté ici cet après-midi. Ce ne serait pas vraiment convaincant et les négociateurs canadiens ne s'en trouveraient pas avantagés.

Les raisons secondaires sont toutes aussi importantes. Quand nous avons entamé les négociations sur les accords touchant le travail et l'environnement, les trois pays ont confirmé, tant publiquement qu'à titre privé, que ces négociations ne modifieraient en rien l'ALÉNA. Non seulement telle est la position du gouvernement canadien, mais les États-Unis et le Mexique l'ont confirmée à de nombreuses reprises.

Deuxièmement, nous nous sommes entendus sur le fait que ces négociations s'ajouteraient à l'ALÉNA. Ce n'est pas que l'ALÉNA était incomplet ou nécessitait des dispositions supplémentaires; les négociations sur l'ALÉNA sont terminées. L'ALÉNA a été signé par le premier ministre, le président des États-Unis et le président du Mexique, le 17 décembre. Il ne peut plus être négocié ou modifié. Par conséquent, ces négociations trilatérales sur les accords parallèles n'ont rien à